

MONSIEUR DIX-NEUF POUR CENT...

Chirac est l'élu de 19% des suffrages exprimés lors du 1^{er} tour de l'élection présidentielle ce qui correspond, si on tient compte du taux d'abstentions, à environ de 9 à 10% des français disposant du droit de vote.

En politique, il est vain d'espérer une quelconque reconnaissance pour services rendus. Jospin qui, pour le «*sale boulot*», a fait preuve de beaucoup d'efficacité, se voit éjecté au profit de Raffarin qui, lui, peut maintenant mettre les bouchées doubles pour faire de chacun d'entre nous un subsidiaire du Saint-Empire-Romain Germanique. Mais, pour ce faire, il est nécessaire de détruire ce qui reste des prérogatives de l'État-Nation. En conséquence, Raffarin donne consigne à ses Ministres d'établir la liste des «*compétences*», susceptibles d'être transférées aux «*provinces*», pardon... aux Régions! Mais, ne nous y trompons pas, il s'agit bel et bien d'une contre-révolution, d'une sorte de retour à un passé que l'on pouvait croire définitivement révolu et le retour à la civilisation qui a débuté, en Europe, à la Renaissance, est directement menacé.

Giscard, l'ex domestique d'Edgar Faure prépare une «*constitution européenne*», pendant que son compère Raffarin s'apprête à mettre la constitution de la République Française au rancart. C'est ce que, de toute évidence, préparent les «*Assises régionales*» qui se tiendront dans chacune des actuelles 22 régions du 15 octobre au 15 janvier.

Pendant ce temps, au plan international, Milosevich est poursuivi pour crimes contre l'humanité, pendant que Sharon, en toute impunité, massacre allègrement les palestiniens (femmes et enfants compris) et que Busch, pour faire main basse sur le pétrole irakien, s'apprête à déclarer la guerre à la moitié de l'humanité. Conséquence de cette politique: dans le monde entier, la misère augmente. En France et en Europe, le chômage augmente pendant que le MEDEF et ses domestiques syndicaux (y compris le dirigeant de la C.G.T.!) organisent la mise en faillite pure et simple du régime d'assurance chômage.

Mais puisqu'on évoque le rôle des organisations syndicales, reconnaissons qu'il serait injuste de mettre sur le même plan la C.G.T.F.O. et les autres organisations plus ou moins «*syndicales*».

Pour autant, convient-il de fermer pudiquement les yeux sur l'étrange comportement de son secrétaire général? On n'a pas oublié sa collaboration au comité de dialogue social mis en place par Jospin afin, disait-il, de faire des syndicalistes des «*co-législateurs*». On n'a pas oublié, non plus, sa participation aux mascarades organisées par la C.E.S. et, tout récemment, sa présence honteuse à la manifestation parisienne du 1^{er} mai 2002 d'union sacrée. De même ses témoignages publics d'estime et d'amitié à ses confrères «*syndicaux*» au premier desquels le néo-stalinien Bernard Thibaud.

Enfin, personnellement, j'estime qu'on est également en droit de s'interroger, au moment où Raffarin, au compte de «*l'Europe Vaticane*» accélère le processus de destruction des institutions républicaines, sur la signification politique de sa supplique à Gabaglio au sujet de la loi Aubry dont Blondel découvre soudain les mérites... universels!

On est bien obligé de constater qu'il s'agit là, à la fois d'un hommage honteux à feu la «*gauche plurielle*» et, plus grave, d'une sorte de reconnaissance de la légitimité de la C.E.S. dont chacun sait, pourtant, qu'elle n'a de syndical que le nom puisqu'elle n'est finalement qu'une institution subsidiaire de l'Union Européenne.

Cela étant, qu'il me soit permis de rappeler au camarade Blondel le sort malheureux de son collègue Jospin. Marc aurait tort de croire à une quelconque reconnaissance (pour services rendus!) de nos ennemis qui ne lui pardonneront jamais 1995. Mais, semble-t-il, la naïveté ou le culte du pouvoir sont, apparemment, plus fort que tout. C'est ainsi que, par exemple, Marc Blondel a déjà oublié sa déconvenue du BIT.

Décidément, les voies du seigneur sont impénétrables!

Alexandre HÉBERT.